



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 1833

Texte de la question

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est à Mme Cécile Duflot, pour le groupe écologiste. (*« Ah ! » sur les bancs du groupe UMP. – Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

M. le président. Mes chers collègues, veuillez modérer votre admiration !

Mme Cécile Duflot. Monsieur le Premier ministre, nous avons atteint un point de non-retour. (*« C'est vrai ! » sur les bancs du groupe UMP.*) Les glaciologues le confirment : la fonte des glaciers de l'Antarctique est désormais irréversible. Le GIEC nous alerte depuis des années, mais les conséquences du dérèglement climatique sont d'ores et déjà visibles en France – je pense notamment à ce qui a pu être constaté cet hiver sur les côtes landaises et de Bretagne.

Alors qu'en Europe, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué l'an dernier, elles ont continué d'augmenter dans notre pays. Notre pays, celui-là même qui doit engager la transition écologique. Il ne s'agit pas d'une affaire de ministère ni de majorité, mais bien d'un enjeu de civilisation, et ceux qui ergotent aujourd'hui sur la redevance liée à la pollution des poids lourds sont aveugles à l'urgence.

Le 9 janvier 2014, la commission de l'industrie et la commission de l'environnement du Parlement européen ont adopté des positions très claires en faveur d'objectifs contraignants d'ici à 2030. Si l'Allemagne et le Danemark ont accepté ces trois objectifs, la France est restée en retrait, alors qu'elle aura une responsabilité particulière, celle d'accueillir la conférence sur le climat en 2015.

En 2009, chacun s'en souvient, la France avait freiné des quatre fers quand il s'était agi d'avancer vers des objectifs contraignants lors de la conférence, et avait joué l'esbroufe médiatique pendant le sommet. Nous devons faire face à cette responsabilité, monsieur le Premier ministre, car en 2015, la France ne peut pas se contenter d'être l'hôte de la conférence sur le climat, elle doit aussi en constituer l'avant-garde.

Ma question est donc la suivante : pouvez-vous nous dire quelle sera la position précise et chiffrée de la France sur le paquet climat-énergie, et quelle position la France adoptera en septembre lors du sommet convoqué par le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Allons, nous écoutons la réponse du ministre !

M. Pierre Lellouche. Et la Chine ?

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international*. Madame Duflot, nous avons 500 jours devant nous pour éviter une catastrophe climatique. Comme vous l'avez dit, c'est la France qui sera l'hôte, en décembre 2015, de la grande conférence sur le climat. D'ici là, une série d'étapes nous attendent, avec, nous l'espérons, l'adoption par l'Europe d'une position claire – la France, elle, sera au rendez-vous. Le 23 septembre aura lieu une journée organisée par le secrétaire général des Nations unies, lors de laquelle un certain nombre de pays, en particulier la France, vont prendre des engagements. À la fin de l'année se tiendra une conférence au Pérou, le COP 20. Enfin, l'année prochaine sera celle de la grande conférence Paris Climat 2015.

La question du climat constitue un enjeu absolument majeur. Si l'Europe veut peser dans la négociation, il faut qu'elle arrive sur la base des propositions de la Commission, qui sont bonnes, à prendre une véritable décision. Si cela n'a pas été possible au cours des mois précédents, cela doit être fait soit en juin, soit à la rentrée. Notre état d'esprit au moment d'aborder la grande conférence de l'an prochain, c'est que la France doit être exemplaire et que l'Europe doit y mettre du sien. Pour ce qui est de la France, elle assumera aussi la présidence et, avec les États-Unis d'Amérique – j'en reviens –, avec la Chine – j'y serai après-demain – et avec toute une série d'autres pays, nous allons nous efforcer de faire avancer les choses. Et vous seriez bien mal inspirés de vous moquer de cette question, car c'est l'avenir de l'humanité qui est ici en jeu ! La France ne sera pas arrogante, mais elle donnera toute la force de sa diplomatie pour arriver à un succès en décembre 2015 !
(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRD.)

Données clés

Auteur : [Mme Cécile Duflot](#)

Circonscription : Paris (6^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1833

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 mai 2014](#)